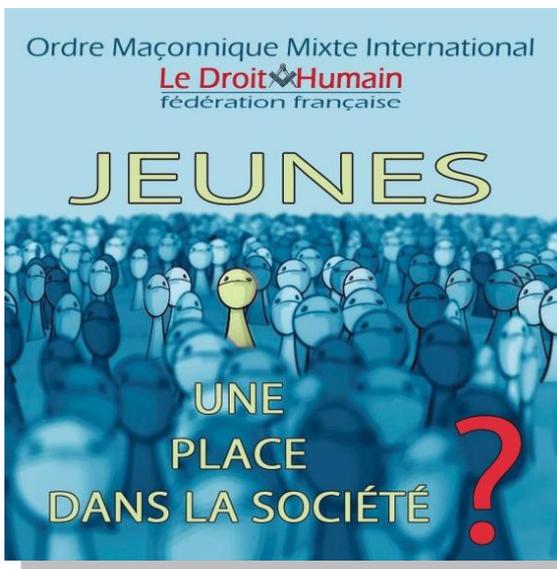


Jeunes : Quelle place dans la société ?



Ordre Maçonnique Mixte International
Le Droit Humain
fédération française

JEUNES

**UNE PLACE
DANS LA SOCIÉTÉ ?**

Conférence Publique - Débat

Madeleine POSTAL
Président du Conseil National

Présente

Sophie MAZET
Enseignante
Créatrice des ateliers d'auto défense intellectuelle

David SANTINI
Responsable associatif
Expert de la Commission Perspectives Sociétales

Lamine THIAM
Directeur Général de l'Association
de médiation sociale PROMEVIL

Samedi 17 octobre 2015 à 14h00
9 rue Pinel - 75013 - PARIS

Site Internet : www.droithumain-france.org
Inscriptions obligatoires : contact@apfdh.org ou 01.44.08.62.62

Actes de la conférence publique du samedi 17 octobre 2015

Sophie MAZET

Enseignante -
Créatrice des
ateliers
d'autodéfense
intellectuelle

David SANTINI

Responsable
associatif
Expert de la
Commission
Perspectives
Sociétales

Lamine THIAM

Directeur général
de l'association
de médiation
sociale
PROMEVIL

Dès 1876, Maria Deraismes, cofondatrice du Droit Humain, milite en faveur des Droits de l'enfant. Elle donne, salle Taitbout, à Paris, une conférence sur « Les Droits de l'enfant », organisée en faveur de l'école laïque du IX^e arrondissement. Se référant à la déclaration de 1789, elle pose d'entrée la question : « *Concevez-vous qu'il y ait quelque part des droits de l'homme sans qu'il y ait des droits de l'enfant ? Mais l'enfant ... C'est le début de l'homme !* »

Bien que de nombreux progrès aient été réalisés depuis le XIX^e siècle, bien d'autres restent encore à accomplir.

Dans la continuité de ses créateurs, les membres de la Fédération Française du DROIT HUMAIN réfléchissent à apporter des solutions quant à la place donnée aux nouvelles générations dans notre société.

À travers leurs réflexions annuelles, ils tentent de contribuer à l'humanisation de la société. On peut citer dès 1925 un sujet sur *les Droits de l'enfant*, en 1928 : "*Organisation internationale de la paix – moyens d'y préparer l'enfance*", en 1937 : "*La vie extrascolaire et postscolaire de l'enfant et de l'adolescent et l'organisation de ses loisirs*", en 1959 : "*La charte de l'enfant*", en 1972 : "*L'éducation civique du futur citoyen*", en 1998 : "*En dépit de la « Convention internationale des droits de l'enfant », la maltraitance, le travail forcé, l'inceste, le viol, l'exploitation sexuelle des enfants continuent à exister. Que faire pour éradiquer ce fléau ?*".

Animée par la Commission Perspectives Sociétales, la Fédération Française du Droit Humain continue à explorer ces sujets en proposant des synthèses de travaux issus de la réflexion des loges. En témoignent des fiches : *Les Droits de l'Enfant en France : l'égalité des chances*, *La place des jeunes dans la société*, *Quelle école pour quelle société ?* documents que l'on retrouvera sur le site Internet du Droit Humain : <http://www.droithumain-france.org/>

Pour compléter cette action, la Commission Perspectives Sociétales a organisé une conférence-débat publique à Paris le samedi 17 octobre 2015 sur le sujet : **Jeunes ? Quelle place dans la société ?**

Au cours de cette conférence retransmise en direct et suivie par de nombreux internautes, trois intervenants fortement engagés dans le secteur associatif, soucieux de l'épanouissement des jeunes en tant qu'êtres humains et citoyens, tant du point de vue matériel que social et intellectuel sont venus faire part de leur expérience et de leurs actions. Ces témoignages ont amorcé de fructueux échanges riches d'apports...

Les pages qui suivent sont la retranscription des interventions et des débats. Elles fourniront, à chacun, des éléments de réflexion sur ce thème.

On pourra également retrouver la vidéo de cette conférence sur notre site Internet : <http://www.droithumain-france.org/> dans la rubrique Média/Vidéos de nos conférences.

Dans le prolongement des actions de nos fondateurs Maria DERAISMES et Georges MARTIN, les Francs-Maçons du DROIT HUMAIN demeurent fidèles à leur engagement. Soutenus par les valeurs auxquelles ils sont attachés : la Liberté, l'Égalité, la Fraternité, la Solidarité, la Laïcité, ils utilisent une approche symbolique pour aborder les problèmes de notre temps, ceci :

« AU PROGRÈS DE L'HUMANITÉ ! »

La Commission Perspectives Sociétales

SOMMAIRE

AVANT-PROPOS.....	2
SOMMAIRE	3
Introduction de la conférence publique par Madame Madeleine POSTAL, Présidente du Conseil National de la Fédération Française du DROIT HUMAIN	4
Présentation de la conférence publique par Monsieur Pascal VERCAMER, responsable de la Commission Perspectives Sociétales Conseiller National de la Fédération Française du DROIT HUMAIN	6
Intervention de Monsieur Lamine THIAM, directeur général de l'association de médiation sociale PROMEVIL.....	7
Intervention de Madame Sophie MAZET, Enseignante, Créatrice des ateliers d'autodéfense intellectuelle.....	10
Intervention de Monsieur Daniel SANTINI, Responsable associatif Expert de la Commission Perspectives Sociétales	13
Débat général avec les intervenants	16
Conclusion de la conférence publique par Monsieur Pascal VERCAMER,	23

**Introduction de la conférence publique par Madame Madeleine POSTAL
Présidente du Conseil National de la Fédération Française du DROIT HUMAIN**



Bonjour à tous et merci d'être présents à cette conférence. C'est la première conférence de l'année 2015-2016 et nous avons souhaité que cette conférence n° 1 soit une conférence au sujet des jeunes et avec des jeunes.

Nous ne sommes pas nombreux bien que ce temple soit quand même presque rempli. Néanmoins, nous sommes jeunes. Être jeune c'est quoi ? C'est quel âge ? Moi, je dirais moins de 35 ans ! Mais les enchères sont ouvertes ! Je me dois de vous présenter brièvement la maison où vous êtes cet après-midi : l'Ordre Mixte International le Droit Humain Fédération Française. Si le thème est « les jeunes », le Droit Humain lui est vieux, car il est né en 1893 et comme il était très

en avance sur son temps il est toujours d'une extrême modernité.

En 1893, le Droit Humain a été créé avec des spécificités qui sont toujours au cœur de l'actualité : la mixité et l'internationalisme. Aujourd'hui, on se sent fier de cette originalité en ce sens porteuse de cette espérance. Nous sommes toujours la seule obédience internationale, mais il y a aujourd'hui d'autres obédiences mixtes, soit parce qu'elles sont issues de la nôtre, soit parce qu'elles sont entrées récemment dans la mixité. Ceux qui ont fondé le Droit Humain à la fin du XIXe siècle avaient une vision complète et réelle, une vision de progrès, une vision d'humanité englobant unissant et réunissant les particularités des hommes et des femmes. Une réunion pas seulement physique dans un même endroit, mais une réunion pensante.

Il existait la vision d'une humanité aux frontières et aux limites de continent. À cette époque, pour autant, beaucoup de femmes commençaient à faire de brillantes études dans beaucoup de domaines, comme la neurologie, la psychologie et la littérature, les sciences. La conjoncture de l'époque interroge donc aujourd'hui les femmes dans la société. Elle ne pouvait qu'interroger également en franc-maçonnerie. Et ceux qui ont fondé le Droit Humain ont également interrogé la place des femmes, non pas seulement dans le domaine de l'émancipation des femmes, mais dans une obédience qui réunissait à l'époque à égalité de droits hommes et femmes.

Mais revenons à notre époque qui interroge la place des jeunes. Pourquoi vouloir parler des jeunes dans une obédience maçonnique ?

Déjà, pour démonter quelques schémas. La franc-maçonnerie fait figure aux yeux des jeunes d'une institution toute ridée. Les jeunes pensent que le secret qui nous entoure nous permet de comploter. Leur a priori sur la franc-maçonnerie la fait classer comme tous les oligarques ou du moins certains qui ont mainmise sur le monde. Les francs-maçons sont et ont effectivement été présents dans de nombreuses institutions. Elle forme donc aux yeux du non initié un lobby, obscur, dont la forme est certes connue par sa médiatisation, mais pas du tout par ses idées, par les principes qu'elle défend. Mais bien sûr je vais vous dire que la franc-maçonnerie est tout le contraire !

Beaucoup de francs-maçons présents dans les institutions, les associations, sont des vrais humanistes, ayant comme moteur le progrès, l'humanité, et qui n'espèrent de profit que pour la cause qu'elle défend. Pas plus tard qu'hier soir, j'étais présente à la remise des prix de l'association humaniste et société, composée également de francs-maçons et, qui au nom des francs-maçons souhaitaient honorer des personnalités justement porteuses d'humanisme. Les valeurs et les principes que nous défendons le sont également dans le monde profane. Être franc-maçon ce n'est pas vouloir garder des choses pour soi. Croire en un idéal c'est vouloir le partager, c'est vouloir ouvrir ses portes et nous voulons ouvrir ces

portes aux jeunes, car nous sommes persuadés que la franc-maçonnerie et notre obédience leur correspondent.

La deuxième raison de cette conférence est donc de montrer aux jeunes qu'ils ont leur place en franc-maçonnerie. Les jeunes s'efforcent de se libérer de beaucoup de contraintes, de convention pour apporter dans leur existence une dose de sincérité. Sans sincérité, aucun progrès n'est possible la franc-maçonnerie a donc besoin de cette sincérité. Nous pouvons être à la hauteur de la liberté des jeunes générations. La franc-maçonnerie s'adresse à tout le monde. Quel que soit leur âge et leur condition à tout le monde qui entend exercer librement sa pensée et ne fixe pas de limites à son exercice de la liberté du sens de la vie. Et c'est dans ce sens, bien sûr, qu'elle s'adresse aux jeunes. La démarche maçonnique peut être une réalité dans sa vie. Être jeune et être franc-maçon : voici, pour moi, le summum ! Avoir toute une vie pour devenir franc-maçon, moi qui ne suis devenue franc-maçon qu'à 40 ans, c'est l'idéal. Je suis persuadée que la franc-maçonnerie est faite pour les jeunes et qu'ils doivent être nombreux. Pourquoi ?

Parce que la franc-maçonnerie c'est d'abord pour soi-même. Elle sert à se construire à trouver en chacun les moyens individuels de perfectionnement moral pour se rendre meilleur et donc meilleur à l'autre, dans son travail, dans la société, dans la cité. Nos temples sont des lieux de réflexion de travail qui peuvent nous aider à progresser et à construire notre pensée et être plus éclairés et devenir plus courageux. Nous nous apportons mutuellement, nous faisant appel à des spécialistes, à des symboles philosophiques, à des faits sociaux, historiques, scientifiques. En puisant dans les courriers de ceux qui veulent nous rejoindre, je lis cette motivation de contribuer aux actions du monde qui nous entoure, de trouver une source d'apprentissage sur le plan humain, de continuer à produire, de continuer à progresser : ce sont des motivations bien présentes. Avoir besoin de spiritualité n'est-il pas le but des interrogations des jeunes ?

Les jeunes, c'est une ressource. Celle de la continuité de l'existence, de la pérennité humaine. Elle représente par essence ce que sera la société de demain. C'est aussi une phase intense de questionnement, d'expérimentation et d'innovation. L'humanité est toujours une succession de génération. C'est avec la conscience de cette transmission que l'humanité peut continuer. La franc-maçonnerie peut donc contribuer à ce qu'ils soient des jeunes hommes et des jeunes femmes dotés d'un sens critique, capables d'argumenter. Dans notre société, beaucoup de jeunes ne se croient pas capables de bouger les choses. La franc-maçonnerie peut, peut-être, donner à quelques uns de l'espoir, de l'envie de créer, ou d'agir ensemble, la possibilité d'avoir un futur qui soit l'horizon d'une activité commune. Tout simplement le sentiment d'être.

Dans ce contexte de perte de repères de valeur, il est difficile d'être libre de faire une démarche maçonnique. Mais d'un autre côté la démarche maçonnique peut aider à se sentir plus libre.

La troisième raison de cette conférence est celle qui va nous occuper aujourd'hui. Elle est de vous proposer, grâce à nos intervenants, une réflexion sur ce que peut être, ce que doit être la place des jeunes dans notre société. En tant qu'enseignante, j'ai le sentiment d'avoir agi pour que les jeunes soient capables de trouver une place. En tant que francs-maçons je veux participer à la construction d'une société plus juste et fraternelle dans laquelle puissent s'exprimer et s'épanouir toutes les différences humaines. Entre ces deux dimensions, dans l'interstice de l'éducation, la conscience des jeunes pourra améliorer l'homme et la société. Mais pour le moment, je suis comme vous, j'ai hâte d'entendre les conférenciers et je vais redonner la parole à Pascal Vercamer qui est le responsable de la Commission Perspectives Sociétales.

Je vous souhaite à tous une bonne conférence.

**Présentation de la conférence publique par Monsieur Pascal VERCAMER,
responsable de la Commission Perspectives Sociétales
Conseiller National de la Fédération Française du DROIT HUMAIN**



Je suis le responsable de la Commission Perspectives Sociétales de la Fédération Française du Droit Humain. Cette commission est composée d'élus nationaux et régionaux qui sont choisis au sein du Droit Humain pour leur intérêt pour les questions de société ; et elle vise à établir des synthèses sur les travaux réalisés au sein des ateliers sur un certain nombre de sujets qui sont sélectionnés par notre assemblée annuelle. Nous avons ainsi travaillé récemment sur des sujets comme l'agriculture et l'alimentation, les migrations, nous travaillons actuellement sur les thèmes de la place de l'hôpital et accès aux soins et aussi sur un vaste thème qui est celui des droits de l'enfant. Nous avons également porté une partie de notre réflexion sur la question de la place des jeunes dans la société dont vous avez une synthèse qui vous a été distribuée en début de conférence.

Tout le monde a une idée du sujet de la place des jeunes dans la société, car nous avons tous été jeunes, que nous le sommes et que nous espérons le rester ! Cette question se pose néanmoins sous un angle particulier parce que la jeunesse arrive en mutation rapide, aux règles incertaines et changeantes, un réceptacle de toutes les craintes et aussi une source de multiples opportunités. Comment définir une place dans un ensemble aussi mouvant ? Pour les aînés il s'agit de s'interroger sur la manière de faire une place aux jeunes et pour les jeunes de voir la place qu'ils peuvent prendre, qu'ils veulent prendre et comment ils peuvent la prendre. Madeleine nous a parlé de la définition de la jeunesse. En fait, la jeunesse est toujours présente. Nous avons tous un mélange de jeunesse et de maturité. Nous sommes tous d'un côté de jeunes enfants ou de vieux machins. Nous n'avons pas voulu enfermer cette conférence dans un débat philosophique. C'est pourquoi nous allons faire intervenir des acteurs de terrain, fortement engagés dans le secteur associatif, soucieux de l'épanouissement des jeunes de notre société tant du point de vue matériel que social et intellectuel. Nous ne visons pas apporter des doctrines, mais partager, quel que soit votre âge, des questionnements sur le parcours des jeunes dans l'avenir proche, parcours qui revêt une dimension initiatique.

Nous avons cet après-midi trois intervenants : Lamine Thiam, Sophie Mazet et David Santini que je vais laisser se présenter.

Nous allons commencer par Lamine Thiam, Directeur général de Promevil, qui veut nous parler de médiation sociale. Il va nous parler de comment on peut réussir à emmener des jeunes, à être dans un vivre ensemble républicain.

**Intervention de Monsieur Lamine THIAM,
directeur général de l'association de médiation sociale PROMEVIL**



Merci Pascal, merci Madame la Présidente de votre invitation. Je suis très honoré d'être invité puisque je sais ce que représente le Droit Humain en termes de travaux sur les progrès de l'humanité. C'est pourquoi lorsque cette invitation m'a été adressée j'ai tout de suite accepté parce que c'est une très belle occasion.

Tout d'abord, je dirige une association Promevil qui signifie promotion des métiers et de la ville, qui a été créée en 1995 par un prêtre, Jean-Marie Petitclerc, dans un contexte de crise et de conflits entre les jeunes et la société qui se sentent un peu délaissés par rapport aux institutions et aux élus locaux. Certains d'entre vous se souviennent que c'est dans la fin des années 90 lorsque le train Paris/Mantes-la-Jolie a été mis à sac qu'a eu lieu le début des conflits dans les banlieues. Brusquement une nouvelle

génération de Français issus de parents étrangers, qui se sentaient mal à l'aise dans leur pays, qui n'était pas pris en compte suffisamment par les politiques mises en place, s'est révoltée. Il n'y avait pas de dialogue, ces jeunes ne se considéraient pas comme des Français à part entière. Cela a créé une révolte à Chanteloup les Vignes (Yvelines). Cette révolte s'est propagée à Lyon. Le maire de l'époque, Pierre Cardo, a dit que « plutôt que de mettre des CRS, je préfère discuter avec les jeunes pour pouvoir rétablir la situation ». De là est née une première association qui s'appelait « les messagers » et qui portait le message de l'institution des valeurs de la République. Plus tard, des messagers, et née l'association Promevil.

Cette association a pour objectif d'expérimenter les nouveaux métiers de la ville. La ville, à l'époque, était considérée comme un endroit qui change avec les mouvements de l'habitation, avec la mondialisation et ses ravages. Donc, cette association a voulu faire un programme de formation avec les jeunes et pour les jeunes. Dès le départ, l'objectif de l'association était de réconcilier les jeunes avec les institutions ; et, dès le départ, l'idée était de dire que c'est aux jeunes de faire leur propre parcours. Que c'est à eux d'agir.

Promevil est aujourd'hui une association qui va fêter ses 20 ans. Elle compte aujourd'hui 200 salariés répartis un peu partout en Île-de-France et en particulier, dans toutes les villes du 78 (Yvelines). Nous travaillons également avec la région Picardie ainsi que la région Bourgogne. Concrètement, nous mettons les jeunes dans des trains pour qu'ils s'adressent à d'autres jeunes afin de leur rappeler les règles du mieux vivre ensemble. Concrètement, lorsque vous prenez le train et que vous n'êtes pas à l'aise, puisqu'il y a beaucoup d'incivilités, par exemple sur les banquettes, vous tirez les signaux d'alarme de façon très sauvage et la SNCF est alors très démunie. Les auteurs de ces incivilités sont surtout les jeunes et les contrôleurs des trains étaient désarmés pour pouvoir faire entendre raison à ces jeunes qui étaient surtout des jeunes scolaires voulant éviter d'aller en cours. D'où l'idée de dire : « nous mettons des jeunes dans les trains, nous les salarions pour qu'ils aillent parler à d'autres jeunes ». Le but est de respecter les équipements collectifs et les règles qui permettent de vivre ensemble en société. Nous sommes payés par la SNCF et les Transiliens pour pouvoir occuper des trains sensibles, pour pouvoir être présents dans des trains où il n'y a personne parce que, précisément, c'est dans ces trains où il y a le plus d'agression. Donc sans faire de sécurité, nous faisons un métier de médiation, avec des référentiels précis. Cela me permet de vous dire, tout de suite, que notre objectif aujourd'hui est, tout en faisant de la médiation sociale dans une société en tension selon les membres de mon conseil d'administration qui se l'étaient dit il y a 10 ans, de formaliser ce métier. C'est un métier naissant et exigeant. Naissant puisque je prends la précaution de dire que ce n'est pas de la sécurité. Le processus de la médiation est un processus de création de liens entre des parties : il y a un tiers neutre et impartial qui veut rapporter les vues de deux ou plusieurs parties qui sont divergentes voire en conflit. C'est la définition théorique ;

sur le terrain c'est autre chose. Je souhaite, d'ailleurs que les apports du terrain puissent venir corriger la définition classique. Il y a beaucoup de choses à dire sur le terrain. Personnellement, je suis pour que cette définition puisse être revue. En effet, lorsque nous embauchons des jeunes nous leur donnons cette définition classique. Lorsque nous faisons venir des jeunes et que six mois après nous leur demandons ce qu'ils pensent de cette définition d'une médiation qui intervient entre des tiers, ils nous disent que cette définition ne leur parle pas par rapport au terrain. Cette prévision se fait sur la définition de comment nous faisons avec les jeunes.

Le métier que nous confions aux jeunes n'est qu'un prétexte. C'est un prétexte pourquoi ? Aujourd'hui dans les cités, ce qu'il se passe, c'est que lorsqu'on habite Chanteloup-les-Vignes, et que l'on va chercher du travail à Paris, on ne dit jamais qu'on habite Chanteloup-les-Vignes puisque l'adresse à Chanteloup-les-Vignes dans les Yvelines est discriminatoire. Donc les jeunes se sentent tout à fait exclus. L'association essaie de les récupérer en leur donnant un premier travail, un premier contrat. Ils sillonnent les trains sensibles à des moments précis, des trains scolaires dans lesquels les jeunes, qui ne veulent pas faire leurs devoirs, tirent exprès sur le signal d'alarme pour que le train arrive en retard à l'école. Il faut s'adapter. Veillez sur les trains sensibles.

Au début, l'objet était uniquement de parler avec les jeunes. Au fur et à mesure du temps, nous nous sommes aperçus que les incivilités n'étaient pas occasionnées que par des jeunes à l'égard des cadres, mais que les cols blancs aussi font des incivilités. Cela nous a amenés à penser à revoir la communication à l'égard des jeunes mais aussi de tous les passagers, puisque ce n'est pas que les jeunes qui font des incivilités.

Aujourd'hui, nous n'avons plus de problèmes avec les jeunes, nous avons un problème avec les adultes, avec les cadres qui vont travailler, qui mettent les pieds sur la banquette, qui fument, qui font ces incivilités. On dit maintenant aux jeunes d'être crédibles et de montrer l'exemple vis-à-vis des adultes qui font des incivilités. Les jeunes peuvent aussi apprendre aux adultes les règles de vivre ensemble.

Dans le recrutement des jeunes, la première chose, est de préparer leur sortie puisque nous travaillons avec des contrats aidés et notamment des contrats emplois avenir pour lutter contre le chômage des jeunes. Nous avons des exigences d'accompagnement, de formation. Les contrats sont de deux ou trois ans pour être médiateurs. Il y a un risque pour les jeunes de considérer qu'ils sont en CDI, et d'acquérir très vite les réflexes des travailleurs. Donc nous allons chercher des jeunes au chômage pour leur apprendre le monde du travail et cela, très rapidement. La médiation en elle-même n'est qu'un prétexte. On pourrait considérer que la médiation est un parcours initiatique qui commence par apprendre le monde du travail. On leur apprend aussi ce que c'est la hiérarchie. Parfois ils ne savent même pas ce que c'est la hiérarchie. Ils se trompent. La preuve ? Il arrive fréquemment que des jeunes décident de se mettre en grève parce qu'ils sont venus pendant un mois, sans retard... et qui n'ont pas eu de primes. Pour eux, il faut qu'ils aient une prime s'ils viennent pendant une semaine sans être en retard. Donc on leur apprend que, justement, le travail fait qu'ils ont un salaire et que le salaire justifie le fait de ne pas être en retard. Il faut leur expliquer les valeurs de la République pour qu'elle puisse toujours continuer à exister. L'idée est de partager et de transmettre ces valeurs.

L'un des lieux privilégiés d'explication des valeurs est l'école ; mais, les jeunes sont en échec scolaire. Ils sont allergiques à l'école ; donc il faut trouver un autre créneau et ce n'est pas la famille. Les jeunes que nous voyons, n'ont pas été formés ils ne savent pas ce que sont les valeurs de la République, le partage, la solidarité. Nous voyons des jeunes qu'il faut complètement reconstituer afin qu'ils deviennent citoyens. Cela commence par quelques exigences comme d'arriver à l'heure, l'exigence de respecter l'autre, exigences de respecter les différences sans lesquelles il est impossible de vivre de façon correcte ensemble. Encore une fois, la médiation sociale est un prétexte, un objet ; il va être un outil qui sert à tisser des liens, à faire en sorte que les deux parties qui, a priori, ne s'entendent pas puissent se parler. Nous profitons de cet outil de médiation sociale pour leur dire que les gens ne sont pas noirs ou blancs, mais qu'il y a un juste milieu. Et nous préparons ces jeunes pour qu'ils s'aperçoivent qu'il y a ce juste milieu. Il faut qu'ils assument leur citoyenneté dans un monde globalisé, différent. On leur apprend que la France intègre ces différentes richesses.

Ce qui me plaît dans mon boulot, c'est de prendre quelqu'un qui n'a aucun pré requis, de lui inculquer un certain nombre de valeurs pendant son parcours de deux ou trois ans, pour, qu'à la fin, il puisse sortir en

se disant « j'ai un boulot, je sais comment cela se passe dans le monde du travail, je connais les exigences pour progresser ». Nous faisons de la pédagogie une notion de solidarité. Ils doivent être réconciliés avec les valeurs de la République. Parfois, nous avons des satisfactions mêmes, si tout n'est pas rose. Sur les 200 salariés, j'ai contractualisé avec la SNCF qu'à la fin du contrat qu'ils ont avec moi, ils puissent prendre 20 salariés pour qu'ils deviennent cheminots.

Nous avons besoin de proposer des perspectives à ces jeunes pour qu'ils soient boostés. Rien n'est acquis. Dans les banlieues, certains jeunes pensent que tout leur est acquis et que le travail doit venir à eux. Du coup, c'est au conseiller de l'association, c'est à nous de venir vers eux. Il y a un manque de préparation des jeunes, et le risque est qu'ils ne sachent pas prendre d'initiatives parce qu'ils ne sont pas préparés à être autonomes.

Comme l'a dit la Présidente, l'avenir, c'est les jeunes. Ce pays, qui a été construit avec ses valeurs de la République, ne peut continuer que si ces jeunes comprennent d'où ils viennent. Mais cela ne les intéresse pas. Lorsque je fais des sorties à Versailles, cela ne les intéresse pas alors qu'ils viennent des Muraux ou de Mantes-la-Jolie à moins de 20 km. Tout est question de culture et la culture dans notre pays est très séduisante. Je m'y implique pour qu'il y ait une relève et qu'elle puisse continuer à faire rayonner la France dans sa générosité et dans les droits de l'homme.

Je vous remercie de votre attention.

Pascal Vercamer:

Merci Lamine de ton intervention et de la présentation de ta très belle initiative qui existe depuis 20 ans et qui va perdurer. Bonne continuation pour la suite et merci.

Nous passons dans un registre un peu différent. Sophie Mazet nous parle de liberté : liberté de conscience, liberté de penser et esprit critique à travers son métier d'enseignante.

**Intervention de Madame Sophie MAZET,
Enseignante, Créatrice des ateliers d'autodéfense intellectuelle**



Le grand linguiste américain Noam Chomsky a dit : « *si nous avions un vrai système d'éducation, nous donnerions des cours d'autodéfense intellectuelle* ». Il a dit cela il y a un certain temps. Un samedi matin de 2010, je lui ai envoyé un courriel pour lui demander si cela ne le dérangeait pas trop que je le prenne au pied de la lettre et que je fasse un cours « d'autodéfense intellectuelle ».

Je vais d'abord essayer d'expliquer la genèse du cours « d'autodéfense intellectuelle » dans le lycée où je travaille.

C'est parti d'une plaisanterie que j'ai essayé de faire à mes élèves. Elle m'a permis de mesurer quelque chose d'intéressant quant à leur esprit critique. À cette classe assez sympathique de terminale, j'ai dit : *sur chaque thème que nous allons étudier cet*

année, il va y avoir un faux texte. Tous les documents seront vrais, sauf un. Il faudra trouver le faux document. Dans un journal américain, The Union, qui a presque son équivalent en français Legoraf, tous les articles sont absolument faux et absurdes, mais construits comme de vrais articles. Dans ce journal, The Union, le décalage entre la construction de l'article tout à fait sérieuse et le sujet de l'article absurde, m'amusait beaucoup.

J'avais trouvé un certain nombre d'articles qui collaient bien aux sujets du programme. Je me suis dit *c'est parti je vais bien voir s'ils vont réussir à trouver.* Ma surprise a été grande. Ils n'ont détecté aucun faux texte. À la fin de l'année, j'ai voulu travailler sur les élections primaires américaines. J'avais trouvé un faux discours de Barack Obama. Je me suis dit, *c'est trop facile, ils vont forcément trouver que c'est faux puisque la fin du discours d'Obama se termine par les mots « fuck you ».* Ils ont lu le discours très sérieusement. À la fin de la lecture, une main s'est levée. L'élève a dit « *madame, le texte est vrai* » !

On entend souvent dire que la parole des enseignants est contestée, qu'elle est mise en doute. Pas toujours, visiblement. En tout cas ce n'est pas dans mon cas. Et ce n'est pas cette classe qui me faisait énormément confiance. J'aurai pu dire n'importe quoi : elle m'aurait cru.

On entend dire, ce qui est vrai, que des élèves contestent des enseignants comme par exemple sur le sujet de l'évolution en SVT. On peut même se demander si dans ce scepticisme, il n'y a pas quelque chose de très français. Je pense au livre de Yann Algan et Pierre Cahuc « la fabrique de la défiance » qui montre, par quelques études faites à l'échelle de l'Europe, que les Français sont champions de la méfiance. Ils plus tendance que d'autres à se défier de leurs concitoyens, de leurs employeurs, etc. Donc, les Français sont plus sceptiques. Ce qui pourrait être une bonne chose. Mais dans les faits c'est à voir.

Quelques mois plus tard, un événement beaucoup moins léger s'est produit. Un soir, une de mes collègues m'a arrêté dans le couloir « *qu'est-ce que tu fais ce week-end ? Tu ne veux pas partir au Rwanda ?* Il y avait un voyage scolaire qui était organisé pour le Rwanda avec 4 accompagnateurs. Deux d'entre eux étaient restés bloqués en France à la dernière minute. Il en manquait donc deux pour partir avec des élèves de Première et de Terminale, 5 jours plus tard. Le travail, le programme scolaire étaient extrêmement bien faits. Ils portaient sur « *comment les médias avaient contribué à accentuer le génocide des Tutsis* ». Je suis donc partie au Rwanda avec les élèves et avec assez peu de connaissance théorique.

On m'avait prédit un choc. Principalement en marchant dans la rue, en voyant des victimes du génocide et des génocidaires. Le choc n'a pas eu lieu tout de suite. Il a eu lieu quelques jours après notre arrivée lorsque je visitais, avec nos élèves et des classes d'élèves rwandais rescapés du génocide, le principal mémorial des Tutsis à Kigali. On m'avait dit *tu vas « craquer » dans la salle des enfants, tous ces enfants qui ont été tués pendant le génocide.* On y lit des plaques avec des noms et prénoms. Mais non, j'ai « craqué » dans la salle suivante. Là, les murs étaient recouverts d'une gigantesque mappemonde où figuraient tous les génocides qui ont eu lieu dans toute l'histoire. Je me suis dit : *comment faire pour ne*

pas devenir un génocidaire lorsqu'un média comme « la Radiotélévision des Mille collines » au Rwanda va essayer de persuader ses auditeurs qu'il va falloir tuer des gens avec qui ils vivent, des camarades, des amis ? Comment faire pour résister à une propagande génocidaire ?

C'était assez désespérant. Je me souviens d'un soir où j'étais avec mes collègues et j'ai demandé : *que fait-on pour que nos élèves si, un jour, ils sont soumis à une propagande génocidaire, résistent.* Et ma collègue m'a répondu : *c'est pour cela que c'est important de faire « le cours d'autodéfense intellectuelle ».*

Cela fait 5 ans. Je pense toujours que c'est important de faire « le cours d'autodéfense intellectuelle ». La Radiotélévision des Mille Collines qui a appelé pour le génocide des Tutsis était extrêmement populaire auprès des jeunes alternant musique et discours de propagande.

À partir de là, je me suis dit, *il va falloir faire quelque chose pour leur esprit critique, pour les rendre autonomes, qu'ils ne se fassent pas « embobiner » par n'importe qui.*

En 2015, un mot a attiré mon attention. C'est le mot « *cafard* ». Ce mot « *cafard* » était utilisé par la Radiotélévision des Mille Collines pour désigner les Tutsis. Or, « *cafard* » a été utilisé par un tabloïde anglais, en avril 2015, pour désigner des migrants. Je pensais qu'on n'utiliserait plus ce mot dans ce sens. Comment faire face ?

Je me suis rendu compte avec l'étude des faux textes que mes élèves ne manquaient pas forcément d'esprit critique. Mais, parfois, ils choisissaient renoncer à leur capacité à réfléchir lorsqu'ils faisaient confiance à la source.

Le philosophe Henri Poincaré a dit : « *Douter de tout ou tout croire, ce sont deux solutions également commodes qui, l'une et l'autre, dispensent de réfléchir* ». Cela veut dire que douter en permanence c'est comme accepter sans discernement. Pour Poincaré, c'est un peu la même chose. On n'exerce pas vraiment son esprit critique.

J'ai donc enquêté. Auprès de qui mes élèves s'informent-ils ? La réponse n'est pas très surprenante : sur internet. Un sociologue, Gérald Bronner, appelle ça le marché ou l'offre cognitif. Ce sociologue a mené des enquêtes sur les pratiques d'information. Apparemment, 9 fois sur 10 fois les gens s'arrêtent à la première page de Google. Sur les 10 % restant, la plupart ne vont pas au-delà de la deuxième page. Bronner a travaillé sur le monstre du Loch Ness. Il s'est rendu compte que 80 % des réponses (que l'on trouve sur la 1ère et 2e page de résultats de Google) sont des pages qui rapportent les mythes et légendes. Ce qui veut dire que si l'on doute sur le monstre, on a toutes les chances de lire qu'il existe.

Lorsqu'on a fait plus d'études, qu'on est plus instruit, évite-t-on ce problème, est-on moins crédule ?

C'est une idée très séduisante, mais qui serait fautive. Les sociologues Daniel Boy et Guy Michelat ont travaillé sur les Français et les *paras sciences*. Il constate qu'il faut éliminer l'idée selon laquelle la crédulité va de pair avec le niveau d'études. Lorsque l'on regarde qui croit en l'astrologie : en n° 1 arrivent les gens qui ont fait des études supérieures non scientifiques. En n° 2, les gens qui ont fait des études secondaires et en n° 3 les gens qui ont fait des études primaires (plus ou moins poussées). On peut se demander alors si, à l'inverse, plus on a fait des études, plus on est crédule. François Mitterrand aurait aimé consulter une astrologue, comme Valéry Giscard d'Estaing.

Un autre déterminisme peut être battu en brèche : l'adhésion aux idées extrémistes, est-elle plutôt le fait des milieux défavorisés ? Pas nécessairement. Certes on risque d'être plus sensible à la manipulation quand on provient d'un milieu modeste, mais nombre de membres d'Al-Qaïda ou de l'IRA ne provenaient pas particulièrement d'un milieu défavorisé.

Cette indétermination m'a donné de quoi être optimiste. C'est la raison pour laquelle lorsque j'ai commencé « les cours d'autodéfense intellectuelle ». J

j'ai dit à tous les élèves qu'il n'y avait pas de pré requis, qu'ils pouvaient venir, quel que soit leur niveau, qu'ils pouvaient venir à une séance et pas à une autre, car toutes les séances sont indépendantes les unes des autres, le programme étant distribué à l'avance. Le but est juste de venir, il n'y a pas de note, pas d'appel.

Dans ce cours, on vient chercher une méthode pour tenter trouver du sens, des explications.

Un physicien Léonard Mlodinow à partir d'IRM a vu qu'une zone du cerveau, l'amygdale, s'active lorsque l'on prend des décisions pour lesquelles on n'a pas de certitudes. Cela veut dire que l'incertitude fait peur.

Que faire concrètement ?

Selon Noam Chomsky, si l'on est dans « l'autodéfense intellectuelle », il faut se demander comment se défendre ? Qui nous attaque ?

J'ai tenté de donner à mes élèves, des armes intellectuelles, des armes très simples à utiliser. Je les entraîne à manier ses armes pour montrer qu'elles appartiennent à tous et qu'on est libre de s'en servir. C'est le langage, les mots, les arguments. Souvent mes élèves se demandent s'il est normal de ne pas comprendre. Je leur réponds : oui c'est normal quand c'est mal expliqué.

Noam Chomsky dit « *J'ai un problème quand les mots font plus de trois syllabes. À la fin de l'un de ses livres, à propos du mot "dialectique" il a cette boutade : quelqu'un un jour peut m'expliquer ce mot ?* »

C'est assez rafraîchissant de voir que lorsqu'on est vraiment très cultivé, il y a des mots qu'on ne comprend pas. Un sketch des Inconnus des années 80 parodie le langage des médias utilisé comme un jargon pour nous perdre. C'est le sketch des « niounious ». Les « niounious » sont des ours en guimauve recouverts de chocolat. On voit des financiers qui voudraient investir dans ces « niounious ». Ils veulent simplifier la compréhension en utilisant ces « niounious » comme langage. On ne comprend rien. C'est complètement opaque. On a l'impression d'être stupide, mais en réalité c'est plutôt la faute du langage.

Pour parer à cette dérive, je fais de la rhétorique à l'ancienne comme Aristote en étudiant tous les exemples présents dans les médias. Deux arguments me plaisent beaucoup : l'appel à l'émotion volontiers utilisé par le journal télévisé et l'appel à la peur.

Lorsque j'évoquais cet argument d'appel à la peur, j'ai vu un élève au fond de la classe qui n'écoutait pas très bien. Je l'ai montré du doigt, ce que je ne fais jamais. Je lui ai dit : « *toi tu iras en enfer* », sachant que je ne tutoie jamais mes élèves. L'élève m'a regardé terrifié et m'a obligé à lui dire qu'il n'irait pas en enfer. Je lui ai demandé s'il pensait sérieusement que Dieu allait me consulter au jour du Jugement dernier. Réfléchissant, il a vu que je l'avais pris par surprise.

On passe à la théorie du complot. Je propose à mes élèves de travailler sur la théorie complotiste. On lit des discours complotistes et on essaie de voir ce qu'il y a de commun entre eux. Comment, les complotistes parlent.

La théorie du complot est quelque chose dont beaucoup de personnes ont pris conscience après les attentats de janvier 2015. Moi, je travaille le sujet depuis la création du « cours d'autodéfense intellectuelle ». Je n'avais rien prévu et je n'avais pas prévu que mes élèves me parleraient du 11 septembre. Surtout qu'ils m'expliqueraient que les Juifs avaient organisé le 11 septembre. C'était en 2011. Je ne l'avais vraiment pas vu venir. Depuis ce moment un peu difficile, je continue à travailler sur les théories du complot.

Il s'agit de reconnaître quand on est attaqué et avec quelles armes. Le langage, une certaine rhétorique sont utilisés. J'essaie d'apprendre à mes élèves le maniement de ces armes. Par exemple, j'organise un concours de faux arguments : celui qui arrive à être le plus faux gagne des « niounious ». L'année dernière une équipe mixte composée de classe préparatoire et d'élèves de 1^{ère} professionnelle a gagné ce concours de rhétorique.

On essaie encore de travailler en proposant aux élèves de construire leur propre théorie du complot par l'usage des théories complotistes et aussi de symboles comme... le triangle lumineux.

Finalement, en maniant ces armes, en jouant avec les symboles, en les dépassonnant, les élèves viennent et reviennent.

Le but est d'avoir appris un peu à la fin du cours. Le but est de venir.

Pascal Vercamer:

Merci, Sophie, pour ce moment très riche avec une belle ouverture intellectuelle.

Nous accueillons maintenant David Santini. Je le connais bien, car il a travaillé avec moi au sein de la Commission Perspectives Sociétales. Il a une expérience, une démarche personnelle (et un très bel accent). Je lui passe la parole.

**Intervention de Monsieur Daniel SANTINI,
Responsable associatif
Expert de la Commission Perspectives Sociétales**



Madame la Présidente, cher Pascal Vercamer, chers amis,

Dans le débat qui nous anime aujourd'hui, et auquel je participe avec plaisir avec mon accent méridional et ma jeunesse, toute la difficulté est de définir le terme de « jeune ». Le jeune est-il un état ? Le jeune est-il un âge ? Trouver la place dans la société c'est finalement une démarche existentielle assez proche de la démarche maçonnique. Aussi, vais-je vous présenter ma réflexion sur la place des jeunes, mais sans vouloir apporter un dogme ou une vérité. Je vais essayer d'imager ce parcours à partir de mon expérience concrète. Enseignant d'éducation physique, je me suis spécialisé dans l'intervention auprès de jeunes porteurs de

handicap en difficulté scolaire. Je suis également président d'une association que j'ai créée en 2005 pour réaliser un accompagnement plus global du jeune et sortir du rapport que l'on connaît dans le cadre de l'enseignement du temps scolaire. C'est l'association « Créaprojet » qui œuvre pour un accompagnement social global en proposant de l'accompagnement juridique, de l'accompagnement de loisir, de l'accompagnement psychologique, mais également de l'accompagnement pour préciser le projet professionnel du jeune.

Trois paramètres d'intégration dans la société qui peuvent d'ailleurs être en relation méritent d'être évoqués.

Le premier des facteurs d'intégration, c'est la famille.

La famille doit jouer son rôle éducatif : le contexte familial, les racines, la culture du jeune doivent être mobilisés. La démarche va consister à conduire le jeune à répondre : je sais d'où je viens, quelle est mon identité. Aujourd'hui, ce contexte familial favorable au développement du jeune est souvent défaillant, notamment pour le public en difficulté. Ces carences de l'environnement familial engendrent un problème identitaire et des risques pour la sécurité.

Des expériences conduites sur des animaux privés du contexte parental ont montré que cette privation créait des difficultés pour aller vers l'extérieur, pour s'exprimer. L'importance du contexte familial nous a conduits à mener des actions pour les parents. Nous avons ainsi mis en place des cours pour les parents, des rencontres entre parents, un accompagnement une responsabilisation des parents vis-à-vis de leurs enfants.

La famille apporte aussi une aide financière qui facilite l'éducation, la transmission des valeurs et offre de la sécurité au jeune.

Le deuxième paramètre, c'est la société qui doit proposer un contexte adapté.

Il ne s'agit pas de culpabiliser la société et de lui dire ce qu'elle doit apporter au jeune sur un plateau. Il s'agit, à un moment donné, de proposer un contexte adapté pour permettre aux jeunes de s'exprimer et de pouvoir répondre à cette deuxième question existentielle : « je sais qui je suis ». C'est l'école, avec les apprentissages. En tant qu'enseignant au collège, j'insiste sur la nécessaire réforme du collège pour

sortir de la relation cloisonnée et disciplinaire. J'ai créé cette association pour avoir un regard global et un temps de pratiques adaptées aux besoins des jeunes.

Notre société a perdu la notion de rituel. Cette notion de rituel, de rite de passage qui a disparu sont autant de leviers qui manquent aujourd'hui pour aider le jeune à se structurer.

Dans le cadre associatif, il est possible de prendre le temps auprès du jeune, ce qui est moins facile à faire dans l'emploi du temps scolaire de 8 h par jour avec des classes de trente jeunes ; Ce temps permet de faire réfléchir le jeune sur ce qu'il sait faire, ce qu'il est en mesure de réussir. À partir de là, il est possible de conduire le jeune à répondre à la question en disant « je sais qui je suis ». La notion de réussite est centrale. À chaque fois qu'un jeune a réussi, un premier lien se crée, et constitue un levier pour le faire progresser. Le jeune a besoin de se tester vis-à-vis des autres dans un système d'introspection. Cette recherche de réussite va lui permettre de s'éprouver.

Un deuxième point au-delà du rituel, c'est la notion de silence. Le temps d'arrêt. Le jeune ne s'arrête pas. En cours de sport, il se déplace partout dans le gymnase, il met des coups de pied partout. La société, l'école ne propose pas de temps d'arrêt pour réfléchir sur soi-même et prendre le temps de construire un parcours. C'est ce que propose l'association « Créaprojet ». Lorsque les jeunes, les parents évoquent un problème, il est analysé au regard de la notion de réussite : que sait-il faire ? C'est impossible qu'un jeune soit sans projet. S'il aime chanter, on va mettre en place des cours de chant ; s'il aime peindre, on va t'aider à peindre. Dans un second temps, il est possible de conduire le jeune à construire un projet professionnel d'orientation.

Je reviens sur cette notion de silence et de rythme, car on ne permet plus au jeune de s'arrêter, de réfléchir sur lui-même, de pouvoir avancer et se mettre dans les conditions de porter des projets.

C'est le troisième levier : la motivation.

Il ne s'agit pas de culpabiliser la société je l'ai dit par rapport à ce qu'elle doit apporter, ce qu'elle doit mettre en œuvre. Le jeune doit développer une volonté, une motivation. Lorsque le jeune passe la porte de Créaprojet, il y vient pour y faire quelque chose. Il y vient pour les loisirs c'est important pour identifier les difficultés ou simplement aussi prendre du bon temps. Mais surtout, il y vient pour l'idée de construire quelque chose. C'est très important pour répondre à la troisième question existentielle : « je sais où je vais ». Le jeune doit agir aussi. Ne pas se sentir coupable par rapport à cette notion de place. Il apprend à apprendre.

L'association travaille également sur la construction du projet professionnel et le rapport à l'entreprise. La notion de travail et de réussite par la création de richesses est ici cruciale. L'entreprise est centrale dans le cadre du projet du jeune. Elle donne un cadre par des règles de vie : » être présent à l'heure, effectuer une tâche, respecter des consignes. Le projet du jeune va s'éprouver dans le cadre du projet professionnel.

La notion de bonheur est également importante. Le fait d'avancer, de réussir donne le sentiment d'être heureux. Il y a la richesse spirituelle, de se sentir bien, mais il y a aussi la richesse matérielle construite par le travail. Je crois qu'il ne faut pas opposer l'humain à l'économie.

Je souhaite avec mon équipe expérimenter avec l'aide d'une municipalité une forme de passeport citoyen qui pousserait le jeune à réaliser des projets.

L'idée est d'offrir une rémunération avec une mise en avant du rituel, pour construire un projet, le monter et faire valider. Voilà, de manière concrète, comment de ma réflexion je suis arrivé à ce qu'une idée soit expérimentée et dans le cadre de notre activité associative et de notre activité professionnelle.

Il y a des similitudes, entre le cheminement qui permet au jeune de répondre aux questions : « je sais d'où je viens, je sais qui je suis, je sais où je vais », et la démarche maçonnique.

En franc-maçonnerie, on vient comme on est, sans se comparer à l'autre, mais avec sa singularité.

En franc-maçonnerie, on apprend à se connaître.

En franc-maçonnerie on construit son chemin pour progresser et faire progresser la société.

Trouver sa place quand on est jeune dans la société, c'est avant tout trouver sa place en tant qu'individu. Une place dans la société qui est à prendre, à construire, mais aussi à partager. Pour une nouvelle définition plus dynamique du lien social et, plus largement, du contrat social. Pour arriver au progrès humain.

Je vous remercie pour votre attention.



Débat général avec les intervenants

Pascal Vercamer:

Merci David. Nous allons laisser circuler la parole qui va quitter cette place pour passer dans la salle de manière à ce que vous puissiez interpellier nos conférenciers et pour leur poser vos questions. Y a-t-il des questions ou des prises de parole ?

Question :

L'intitulé de cette conférence est « quelle place des jeunes dans la société ». J'aimerais avoir plus de précisions sur ce titre : quels jeunes, quelle société ? J'ai l'impression que la définition de « jeunes » malheureusement n'existe pas : parle-t-on des jeunes qui vont au lycée Henri IV ? Parle-t-on des jeunes qui sont dans les banlieues ? Il y a quand même des disparités énormes. Comment se propose-t-on de faire en sorte que nous réussissions à niveler cette différence. Je crois encore qu'à présent on est en échec malgré les bonnes volontés, malgré les suggestions. Il y a eu le collège unique : les cancre n'allaient pas jusqu'au certificat d'études. Maintenant on parle de la réforme du collège. J'aimerais qu'on me dise comment on peut arriver à une société égalitaire dans laquelle les fondements de notre société seraient modifiés. Aussi, comment faire pour changer les émissions de télévision que les jeunes regardent tous les jours et dans lesquelles il n'y a aucun respect pour l'éducation, pour les profs ?

David Santini : Une analyse qui est juste. Le collège unique a été créé au nom de l'égalité. Mais on constate des disparités au niveau des élèves qui font que, à un moment donné, certains élèves vont perturber la classe. Il ne s'agit pas de négliger ceux qui sont en difficultés, mais il ne s'agit pas, non plus, de négliger ceux qui sont performants. Il faut arrêter cette démagogie, lorsqu'on parle d'égalité de vouloir niveler tout le monde vers le bas. Peut-être, faut-il prendre le pouvoir pour changer les choses, mais sans négliger l'élève qui réussit, on ne doit pas ralentir les élèves qui sont excellents : c'est une notion de progrès. Classer les élèves est une notion taboue car source de frustrations. Cependant, en dehors de l'école, la vie est comme ça. Donc, il faut être en phase avec la réalité et il faut, dans le cadre de la proposition de passeport, apprendre à monter un projet. Ce projet peut, par exemple, être de vouloir faire le tour du monde avec peu d'essence. Quel que soit l'individu, il faut pousser vers le progrès, sans tricher car réussir c'est aussi tendre vers le progrès. Il ne faut pas oublier ceux qui sont en difficulté, et donc mettre en place des politiques locales adaptées : savoir, par exemple, créer un poste dans l'établissement pour 3 ou 4 heures supplémentaires, seulement. Aujourd'hui, malheureusement, rien ne bouge. Comme je le disais dans mon intervention, on a des classes de 30 élèves qui font des journées de 8 h à 17 h. Il faut sortir de là. On peut très bien prendre 80 élèves dans un amphi. Moi je ne pense pas que ce soit une question de quantité d'élèves ou de nombre de prof. Il faut pouvoir, à un moment donné, intervenir avec 2 ou 3 élèves. Il faut changer la manière d'intervenir auprès de nos classes et de nos élèves. Personnaliser dans le respect de tous et améliorer le lien social.

Question :

Bonjour, mesdames et messieurs, je vous remercie pour vos interventions. Je voudrais rebondir sur ce passeport et aussi sur le service militaire car ça n'a pas été une bonne idée de le supprimer. Il faudrait le repenser comme un service solidaire, un service citoyen qui permettrait aux jeunes de banlieues de paris ou de la France de se retrouver à travers des accompagnements intergénérationnels.

David Santini : Il y a eu un article paru sur le service militaire dont le thème est sur le besoin de se structurer. On ne sait pas qui on est, on ne sait pas où l'on va. Les jeunes ont le désir d'être structurés. Le service militaire était un dispositif qui permettait d'avoir des règles, d'être structuré, d'avoir des objectifs, d'être en relation avec les autres, d'apprendre à vivre avec les autres. Il faut un retour vers quelque chose de fort passant par la loi parce que c'est très difficile de mobiliser, de les mettre en activité. Le passage par la législation pour le rétablissement du service militaire me semble être la seule solution car on ne fédèrera pas sur ce sujet. Nous sommes dans un cadre particulier avec ces jeunes où le rapport aux règles est particulier, instauré comme une sorte de rituel.

Question :

Bonsoir à tous, je voulais d'abord remercier tous les intervenants qui nous ont dit ce qu'ils pensaient de la place des jeunes dans la société. Je vais faire une remarque et poser une question.

Quel investissement de base, quelle place de l'État, quel investissement des institutions publiques dans la place des jeunes ? pour illustrer cette question, je vous demanderai simplement si vous connaissez le délégué interministériel à la jeunesse ? Je pense qu'ici dans cette salle personne ne le connaît et, moi-même, il y a quelque temps je ne le connaissais pas. J'ai fait des recherches sur internet et j'ai vu que ce monsieur qui a certainement des compétences particulières sur la jeunesse était directeur de la sécurité sociale et je voulais savoir pourquoi il ne passait pas plus souvent à la télévision ? Si nos médias devaient être et sont ce qu'ils sont alors ce monsieur devrait parler quasiment tous les jours à la télé, car, comme cela a été souligné, la jeunesse c'est l'avenir.

Ma 2e remarque, je m'adresse à Madame Sophie Mazet, je voudrais lui demander si elle a lu le livre « La vague » et savoir ce qu'elle en pense ?

Sophie Mazet : Je n'ai pas lu le livre, du coup je n'ai pas d'opinion, j'en ai entendu parler. Je crois qu'il s'agit de manipulation de masse ?

Lamine Thiam : Sur le rôle de l'État et des institutions, je pense qu'il ne faut pas perdre de vue une chose c'est que le pays est en train de changer. Ce changement va s'accroître dans les 10 et 20 prochaines années à venir. Pourquoi ce changement ? Parce qu'il y a l'émergence de nouveaux Français et que les nouvelles politiques publiques devraient prendre en compte. On disait tout à l'heure que dans une classe, il y a certains élèves qui ne parlent pas le français ; c'est une réalité, il ne faut pas fuir le débat. Il y a un nouveau cycle à mettre en place qui est de savoir où nous voulons aller. Comment vivre ensemble. Quand je disais qu'il y a beaucoup de questions qui se posent pour le groupe, les individus : qui je suis, que dois-je faire ? que puis-je espérer, qu'est-ce qu'un homme ? On pourrait se dire qu'est-ce qu'un citoyen ? Qu'est-ce qu'un jeune ? Je pense qu'il faut reformuler le « qui suis-je dans la France d'aujourd'hui » par « qu'est-ce que la France aujourd'hui ? » Après viendra qu'est-ce que je dois faire ? Quelles sont mes valeurs ? On est dans un temps nécessaire de reformulation des problématiques qui s'imposent aux politiques. On parle de pouvoirs publics, d'Etat, mais dans certaines zones, cela n'existe pas ! Il faut redéfinir notre société, revoir le contrat social pour y intégrer ceux qui ne sont pas français « de souche ». Il faut arrêter de bricoler et il faut se poser les bonnes questions, même celles qui fâchent.

Question :

J'ai une question sur la génération Y des années 2000. Je voudrai savoir comment intégrer cette nouvelle génération qui a de nouveaux codes, une nouvelle façon de se comporter qui est légitime face à la crise et face aux anciennes générations ? À moins que ce ne soit aux anciennes générations de s'adapter aux jeunes ? C'est une question complexe à laquelle je n'ai pas de réponse.

David Santini : Ce n'est pas une question d'adaptation, mais une question de rencontre. C'est un lien qui permet d'ouvrir des portes. Par exemple, pendant des cours avec des élèves, si je dis « enlève tes écouteurs c'est pour que tu puisses entendre ce que je te dis », je serais mieux compris, que si je dis simplement « enlève tes écouteurs ! » L'adulte n'a pas de leçon à donner, il doit proposer un dialogue. Un second exemple au sujet des réseaux sociaux : les jeunes sont beaucoup sur Facebook, et je trouve que c'est une richesse inouïe. Or, au collège, nous n'abordons pas ces questions en cours d'informatique : on est en retard sur ce sujet et cela me pousse à aller vers l'extérieur, vers le monde associatif pour en discuter avec eux. Cependant, je crois que ce genre de discussions devrait se faire à l'école. En résumé, c'est plus une rencontre entre générations qu'un modèle à suivre.

Sophie Mazet : une remarque, car dans le monde professionnel j'ai l'impression qu'il y a plus une confrontation qu'un échange entre les générations. Les références sont radicalement opposées : qui va gagner ? Comment faire ?

David Santini : il y a la peur de l'inconnu, d'être remplacé par les plus jeunes. Je crois que se sont des relations individuelles et on touche à l'humain. Certains anciens sont investis dans leur rôle de tuteur, de transmission. On le voit avec les jeunes que l'on envoie en stage. D'autres ont peur de perdre leur place.

La personne ayant posé la question : Je ne suis pas tout à fait d'accord, car je ne suis pas certaine que toutes les valeurs des nouvelles générations soient toutes bonnes à prendre. Je crois qu'il y a certaines valeurs ancestrales qui doivent continuer à perdurer.

David Santini : je suis d'accord.

Lamine Thiam : pour revenir sur la génération Y dont madame parlait, c'est une génération très difficile à manager. Il y a un grand fossé entre les jeunes d'aujourd'hui qu'on ne peut manager avec les outils d'hier. Je le vois dans mon entreprise, où certains anciens estiment que ce n'est pas au directeur général d'aller serrer la main, mais aux agents de venir vers lui. À l'inverse, les jeunes, ils s'en fichent : c'est à nous d'aller vers eux. En termes de ressources humaines, il y a un grand travail à faire dans l'abord des jeunes, car, diplômés ou pas, ils considèrent que c'est à l'entreprise de venir vers eux et pas l'inverse. Sur la place des jeunes, il y a un effort à faire de part et d'autre. La transmission est très importante, elle s'accompagne de pédagogie. On n'est plus dans une société verticale, mais consensuelle. Pour ceux qui sont de la génération d'après-guerre, les agents des ressources humaines étaient d'anciens militaires, qui avaient une vision militaire de l'organisation en entreprise. Aujourd'hui ce n'est plus cela : il ne suffit plus d'arriver à l'heure. Les jeunes arrivent maintenant avec leurs valeurs et c'est à nous les plus anciens de transmettre les nôtres, mais aussi de s'adapter à ces nouvelles valeurs. On pourrait compléter le titre de la conférence « quelle place des jeunes dans notre société ? » par « quel rôle des anciens ? » Car nous avons un rôle de transmission.

Question :

Bonjour, je voudrais déjà vous dire que je suis impressionné par votre rôle auprès des jeunes. Puis, je voudrais vous parler de quelque chose que j'ai lu cette semaine dans le journal : la radicalisation des jeunes sur les terrains de sport.

On voit bien que les intégristes agissent indirectement sur nos jeunes. Je voulais donc savoir si vous en aviez entendu parler et si oui quelles actions selon vous devraient être menées contre ces radicalisations ?

Lamine Thiam : la radicalisation telle qu'on la voit en médiation sociale est bien présente, à tel point que, qu'un programme ministériel nous a obligés, du jour au lendemain, à donner des cours de déradicalisation. Cela veut dire que dans mon travail de médiateur social, il y a un risque. Il y a des intégristes qui rôdent, qui tournent autour des jeunes. Ce sont peut-être les mêmes que ceux que l'on trouve en Syrie dans les camps. C'est un vrai problème. C'est pourquoi je posais la question tout à l'heure : parle-t-on de la jeunesse globale, multicolore avec des origines qui ne sont pas forcément de souche ? Vous savez en banlieue, les gens parlent de français AOC. Au début, je ne comprenais pas ; en fait un français AOC c'est un français de souche. Aujourd'hui la France est un patchwork avec beaucoup de cultures qui sont venues enrichir la France et c'est une réelle chance. Tant qu'il y aura des murs, certains se sentiront exclus et seront très faciles à manipuler. J'ai vu il y a 10 ans des salafistes venir parler à Chanteloup-les-Vignes au médiateur social. Nous n'avons pas de solution aujourd'hui. On n'a pas de réponse non plus, trouver un travail pour les jeunes ne suffit pas. Il faut que les jeunes adhèrent au contrat social qu'on leur propose et qu'il soit renouvelé. Mais vous avez raison, la radicalisation est un sérieux problème. J'ai perdu pendant 6 mois des médiateurs que l'on ne retrouvait plus. En fait ils étaient partis faire leur Jihad. C'est un problème qui concerne nos jeunes. Est-ce que c'est parce qu'ils n'avaient pas de perspectives ? Non, parce qu'ils avaient un boulot et j'estime, comme le disait David, que là-dessus la société a fait son boulot ! Il y a quelque chose de casser entre certains jeunes et nous et c'est un problème très sérieux dont il faut vraiment prendre conscience. Les renseignements généraux qui sont dans les banlieues le savent bien. Est-ce que c'est en imposant le service militaire que l'on réglerait le problème ? Peut-être. Est-ce que c'est en faisant des lois ? Je n'en suis pas persuadé ! Mais cela nous interpelle.

Sophie Mazet : Je souhaiterais également répondre sur cette question de la radicalisation bien que je ne sois pas dans mon domaine de compétence. Je pense qu'il ne faut pas être soumis à la fatalité. Cette radicalisation fait peur et personne n'y est indifférent et personne n'est statique devant ce danger. Tout à l'heure, Lamine nous a parlé de technique, de méthode pour récupérer des jeunes : des jeunes qui vont parler à d'autres jeunes. Une anthropologue Dounia Bouzar a fondé une association qui va exactement dans le même sens pour ces jeunes qui sont attirés par le jihad. Je suis très inquiète, mais il faut garder de l'espoir, car il y a des gens qui agissent, les actions sont en route.

Question :

Bonjour. À propos de ces questions de jihad, la question de la prévention semble très importante et je voulais demander à Sophie Mazet si ses cours, ses ateliers d'autodéfense intellectuelle étaient des cours qu'elle avait pensé à généraliser, à diffuser auprès d'autres lycées et si oui comment ?

Sophie Mazet : Je n'y avais pas vraiment pensé. J'ai eu la chance de pouvoir en parler à l'éducation nationale qui trouvait que c'était une assez bonne idée. Cependant, il y a quelques petits obstacles. Le premier est que, imposer l'autodéfense intellectuelle, d'avoir l'esprit critique serait un oxymore. Le second obstacle est que cela prend beaucoup de temps (tous mes étés depuis 5 ans). Pour être optimiste, depuis l'année dernière j'ai été contactée par plusieurs personnes qui étaient intéressées, notamment un professeur des écoles qui trouvait cela intéressant travailler l'esprit critique avec ses petits, et aussi par des parents d'élèves qui ont monté un cours d'autodéfense intellectuelle au collège. Cela doit reposer sur l'envie de le faire. Dans le collège où je travaille, la direction a dit oui pour que je le fasse ; des collègues m'ont beaucoup soutenue en direct ou pas. Des personnes connues sont venues pour parler dans mes cours. Tous les gens que j'ai invités ont dit oui. Pour le généraliser, je travaille actuellement avec une de mes collègues sur une bibliographie que je voudrais mettre à disposition des autres professeurs qui voudraient commencer ces cours, mais ne savent pas comment faire.

Question :

Bonjour, d'abord une remarque. Je trouve que beaucoup d'anciens, de mon âge ou plus vieux, veulent avoir une jeunesse qui leur ressemble et non pas une jeunesse différente. J'ai une question pour les 3 intervenants. Dans cette France où le français, l'orthographe est difficile, je voulais savoir, comme il en avait été question il y a une vingtaine d'années, si modifier l'orthographe pour la rendre plus accessible ne pouvait pas aider à l'insertion de ces jeunes en difficulté ?

Lamine Thiam : moi qui suis un ayatollah de la langue française, je trouve qu'elle est tellement belle, tellement structurée, qu'il est hors de question d'y revenir sous prétexte que c'est plus facile. Ceux qui veulent s'intégrer doivent faire l'effort. La langue française est d'une telle richesse et chacun la parle comme il veut : soit parler à l'ONU de manière soutenue, ou dans la rue également, c'est une très belle langue de médiation, qui arbitre. C'est une chance que l'on a. Changer la langue sous prétexte qu'on est un pays pluriculturel, je vous demande si cela ne serait pas un recul.

Sophie Mazet : Je suis d'accord sur l'ayatollah ! Je suis d'accord sur la beauté de la langue. Une seconde chose : tous les problèmes d'orthographe, de grammaire, sont liés à la formation des enseignants. Nous ne sommes pas assez rigoureux sur l'orthographe des enseignants. Si un enseignant fait des fautes, je ne vois pas pourquoi les élèves n'en feraient pas.

David Santini : je suis avec mon chronomètre, je suis prof de sport ! Je suis également d'accord. Il faut garder notre langue. Je suis d'ailleurs surpris de voir que l'on peut noter 15 ou 16 une copie qui a plein de fautes d'orthographe. J'expérimente la communication sous forme de cris. On peut s'apercevoir que dans un groupe, lorsqu'il y a du bruit, du brouhaha, il est impossible de communiquer, car on ne s'entend plus.

Intervention dans le public :

Bonjour. Pour aller dans le même sens, je suis d'accord sur le fait qu'il ne faut pas changer la langue française qui est très formatrice. Je pense d'ailleurs que ce n'est pas la peine de le faire puisqu'ils l'ont déjà fait. Il suffit de regarder les textos codés qui sont une forme de seconde langue qu'il faut leur laisser en plus de la nôtre.

Question :

Bonjour, je m'appelle Anaïs, j'ai 26 ans et je voulais intervenir puisque l'on parle des jeunes. Je trouve assez bizarre que l'on cherche à s'adapter à la jeunesse et que les générations n'aient pas envie de transmettre aux jeunes. J'ai l'impression que l'on a peur de bousculer les jeunes, de leur dire de se mettre au travail. Il est étonnant que l'on doive venir vers eux. Je ne suis pas certaine que d'aller vers les jeunes, et vouloir tout changer pour les jeunes soit une bonne idée.

Question :

Bonjour, j'ai 10 ans de plus que mademoiselle. Je suis tout à fait d'accord. Il me semble que lorsqu'on n'a plus d'exigence à l'égard de personne, que l'on perd le sens de ce que l'on fait et aussi le sens de l'effort et du travail bien fait. Personnellement, j'ai 36 ans j'ai été élevé comme cela. Cela me paraît une valeur importante. Tout à l'heure on parlait de service militaire, pour ré introduire la discipline dans l'esprit des jeunes. Certes, mais le service militaire a aussi été l'occasion pour les générations pour lesquelles il était obligatoire, de s'orienter, de trouver un métier, de s'insérer, d'apprendre une technique et, tout

simplement, donner sens à leur vie. J'aimerais comprendre pourquoi aujourd'hui, des mots comme « orientation professionnelle » sont des gros mots, pourquoi ils sont mal vus, presque infamants. Je travaille avec des collègues pour qui l'orientation professionnelle de leurs élèves est une honte, un aveu d'échec pour eux-mêmes alors que l'orientation professionnelle permet d'acquérir des compétences, un métier et, comme le service militaire auparavant, donner un sens à la vie.

David Santini : dans le cas du collège, le problème est le manque de temps ; la relation à l'extérieur est très difficile. On est dans un milieu difficile. Toute initiative se fait sur la volonté du chef d'établissement ou de bénévolat ou d'accompagnement. La notion de projet professionnel vient dans l'urgence lorsque l'on ne sait plus quoi faire avec un élève. Alors qu'en fin de 6e, on pourrait repérer les élèves en difficulté et leur proposer un accompagnement pour les sortir du système scolaire et leur apporter ce dont ils ont besoin. Mais on ne le fait pas, on ballade les élèves d'un établissement à l'autre et en 3e, l'urgence fait qu'on les oriente vers une filière professionnelle qui ne leur est pas forcément adaptée. Aussi, je pense que l'entreprise, avec ses valeurs, a vraiment sa place au sein de l'école. Savoir ce que c'est que le travail, recevoir un salaire, le fait de créer, sont des valeurs qu'il faudrait connaître. L'orientation professionnelle est aussi le travail de la conseillère d'orientation qui manque, elle aussi de temps, mais également de moyens. J'ai, de ce fait, moi-même, instauré ce travail très important, mais dans le cadre de mon association, en dehors du temps scolaire.

Sophie Mazet : Je vais répondre pour le lycée sur l'orientation vers des carrières professionnelles. Il y a, dans le lycée où je travaille, une filière gestion/administration (qui s'appelait avant secrétariat) et les élèves qui se retrouvent dans cette filière sont ceux qui n'ont pas pu suivre des études en filière générale ou technologique. Par ailleurs, nous avons des élèves de seconde qui se rendent compte qu'ils ne sont pas faits pour des études supérieures : il y a une grande demande surtout pour deux filières : l'hôtellerie/restauration et la filière petite enfance. Le problème est qu'il n'y a pas assez de place malgré la demande importante des élèves. Ces deux filières ne sont pas vécues comme infamantes bien au contraire. Il faudrait repenser l'orientation vers cette voie professionnelle qui a un rôle primordial.

Question :

Bonjour, j'ai une question pour les enseignants et aussi toute la salle. Que pensez-vous de l'orientation en fin de 5e ? Je peux vous parler de mon cas, car j'ai été orienté en fin de 5e et je suis sorti premier de l'école Boule. Je pense qu'il y a des jeunes à qui on pourrait donner la chance de s'orienter avant la fin de la 3e, pour leur donner espoir, une meilleure image d'eux. Actuellement, je travaille dans un collège et tout le corps enseignant me donne des élèves en stage pour les punir. Donc, aujourd'hui, mon métier est une punition. J'aimerais avoir une réponse : comment situer les jeunes dans la société ? Comment dois-je, moi-même, me situer dans la société ? Être orienté en fin de 5e ce n'est pas un échec. L'échec c'est tous les élèves qui se retrouvent sur le marché du travail à 17 ans sans formation. En entreprise, un patron n'a pas le temps de faire de l'enseignement, de la formation. Ce d'autant plus, que les jeunes n'ont pas les mêmes façons de raisonner, de voir les choses, c'est-à-dire les mêmes codes ; en raison de cette incompréhension, ces jeunes sont mis de côté.

Pascal Vercamer : Je vais essayer de répondre à cette question très sensible sur laquelle nous avons travaillé au sein de notre commission. On est passé d'une société hiérarchisée, assez napoléonienne, à une société multipolaire. On est passé d'une société hiérarchisée à un monde dans lequel les pouvoirs économiques sont multiples, de même que les pouvoirs politiques ou syndicaux, auxquels s'ajoute du lobbying ainsi que la transformation rapide de notre société. Si à ma génération un jeune avait dit « je veux être webmaster », personne n'aurait rien compris. Des métiers vont apparaître dont personne n'a idée aujourd'hui. Tout cela pour dire que, cette société hiérarchisée où la sélection se faisait par

élimination, n'existera bientôt plus et il faudra accepter que l'autorité soit partagée et les excellences juxtaposées. Ce modèle existe déjà dans le domaine du sport ou en cuisine où des individus réussissent à être reconnus dans leur milieu. Je crois qu'il faut être attentif à ce que tous les talents, quels qu'ils soient, en particulier dans les métiers d'art, puissent être reconnus, valorisés, mais c'est un travail en profondeur de la société. C'est un vrai sujet dont on n'a pas la réponse, mais au moins le début du questionnement.

Question :

Je suis assez mal à l'aise que dans ce débat il y a nous et les jeunes. Il y a une variété de jeunes. Je pense qu'il faut faire société et ne pas chercher une réponse atomisée. On pourra toujours leur faire cours, éducation civique, si on ne leur permet pas d'expérimenter le collectif. Le projet que vous montez est important, mais il faut leur parler de ce collectif des jeunes. Je fais de la formation de jeunes en emploi d'avenir et la principale difficulté est de construire ce collectif. Il ne faut pas les prendre pour des nuls, mais partir de ce qu'ils peuvent nous apporter pour construire ensemble, dans un groupe avec des gens différents, comme, par exemple, certains qui ont fait plus d'études que d'autres. En matière d'instruction civique, le vivre ensemble, on n'a pas fait de cours, mais on a expérimenté en créant des situations. Le travail de groupe est important, nous structure.

Sophie Mazet : Merci. Normalement c'est plutôt aux jeunes qu'à moi de parler. Je suis enseignante, la question posée par Monsieur est très importante. Lorsque l'on est en 5e, on a 12 ans. On n'est pas tout à fait un jeune, à peine sorti de l'enfance. En cela l'orientation est dangereuse. Il y a des pays comme en Belgique où l'on fait de l'orientation à 12 ans et on s'aperçoit que, pour un petit nombre d'enfants, on va avoir une belle réussite, car ce jeune sait depuis longtemps ce qu'il veut et l'école peut l'accompagner. Pour les autres, le plus grand nombre, c'est une voie de garage, dépréciée par la société et qui l'empêche d'avoir ce que l'école apporte, peut-être d'ailleurs de moins en moins, c'est-à-dire, la culture, la réflexion, la compréhension et autre chose que l'apprentissage d'un métier. L'apprentissage d'un métier dans certains cas l'école peut le faire, mais ce n'est pas sa fonction primaire.

Conclusion de la conférence publique par Monsieur Pascal VERCAMER,

Je vais vous proposer de mettre fin à notre série de questions/réponses. Je vais laisser s'ils le souhaitent la parole à nos trois intervenants pour savoir s'ils ont des conclusions provisoires à donner... Je me permets de remercier l'assistance, de remercier nos invités pour ce qu'ils ont donné.

Je vais retenir deux choses :

- Je pense que l'on est dans une société où il faut apprendre à connaître pour gagner son autonomie.
- Il y a un mot qui m'a suivi lorsque j'ai écouté les intervenants puis les questions : c'est le mot « créativité ». Les solutions ne viennent pas forcément d'en haut ; elles viennent d'idées qui germent, qui s'étendent, qui progressent, qui se transforment ; dans ce domaine, on se professionnalise. L'exemple donné par nos trois intervenants est quelque chose qui se crée et se transmet. Rester sur ce message de construction qui est un message qui va très bien avec le lieu où vous êtes, où l'on se base sur le symbolisme de la construction : c'est la voie à développer.

La Commission nationale Perspectives Sociétales

Sur des sujets de société d'actualité choisis lors de son Convent national annuel, la Commission travaille à partir contributions des loges qui sont sollicitées régulièrement, tout en se référant en permanence aux valeurs de notre Ordre.

Elle fournit des fiches qui sont une base de réflexion qui sert de fondement au positionnement de ses représentants sur des sujets d'actualité, lors des conférences et débats.

On pourra consulter ces fiches sur le site Internet du DROIT HUMAIN, à la rubrique "Nos réflexions", ainsi que les Actes et les vidéos des conférences publiques organisées par la Commission dans la rubrique "Médias".

FICHES
Les valeurs d'un F.M. de la Fédération Française du DROIT HUMAIN
Les violences faites aux femmes
Quels financements pour quelle protection sociale ?
Protection sociale : Le 5 ^e risque, Les retraites, Le financement
Risques techniques, sanitaires et sociétaux liés aux nanotechnologies
Monde virtuel et lien social
Quelle école, pour quelle société ?
Banlieue et politique de la ville
Risques sanitaires et principe de précaution
Fonctionnement de la Commission Perspectives Sociétales
Les migrations – Flux migratoires et humanisme
Agriculture et alimentation mondiale
Évolution des structures familiales
Changements climatiques et démographie
Place de l'Hôpital dans l'accès aux soins
Les valeurs d'un système de santé
Pour un vivre ensemble républicain
La place des jeunes dans la société
Les Droits de l'enfant : l'égalité des chances

CONFERENCES PUBLIQUES
L'école : Paradoxes et Avenir » - 19 mars 2011
Sécurité et Liberté - 19 novembre 2011
Nourrir l'humanité demain : Quels enjeux, quels choix pour un humaniste ? - 16 mars 2013
Soins pour tous : Concilier Efficacité et Humanité - 22 mars 2014
Jeunes Quelle place dans la société - 17 octobre 2015